

Perspectives régionales : Amérique du Nord

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances pour les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail mondial. Compte tenu de la diversité de ces régions, l'objectif des synthèses n'est pas de comparer leurs résultats, mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et sur les nouvelles tendances, et en soulignant comment ces éléments sont liés aux principaux messages des *Perspectives*. Les comparaisons proposées dans le cadre des évaluations sont généralement établies en considérant le terme de la période de projection des *Perspectives* (2033) et la période de référence 2021-23.

Au cours des dernières années, les systèmes agroalimentaires mondiaux ont subi de nombreuses secousses, notamment la pandémie de COVID-19, les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les fluctuations de l'approvisionnement liées aux conditions météorologiques dans certaines régions, la hausse brutale des prix de l'énergie, une crise du coût de la vie et la forte inflation. Dans plusieurs régions, la flambée des prix des produits alimentaires a eu des conséquences sur le coût et l'accessibilité financière d'une alimentation saine, ainsi que sur la sécurité alimentaire. L'ampleur de ces conséquences varie d'une région à l'autre en fonction des ressources disponibles, de la structure économique et du niveau de développement et de revenu propres à chacune. Les synthèses présentées ici ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces secousses, mais reflètent les projections macroéconomiques les plus récentes, à l'heure où le monde semble retrouver la voie de la normalité. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles sur lesquelles reposent les *Perspectives* à moyen terme, en faisant l'hypothèse, en dépit des incertitudes qui subsistent, que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des carburants et des produits destinés à l'alimentation humaine et animale s'estomperont peu à peu.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges détaillées dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe qui fournit, sur la base de modèles communs, des graphiques et des tableaux décrivant les principaux aspects des projections pour la région concernée.

Contexte

Le secteur de l'agroalimentaire, productif et résilient, contribue de manière significative à la production mondiale

La région Amérique du Nord ne compte que deux pays – les États-Unis et le Canada – dont les 377 millions d'habitants représentent 4.7 % de la population mondiale. Cette proportion pourrait légèrement diminuer d'ici à 2033 en raison d'une croissance démographique qui ne devrait pas dépasser 0.5 % par an. La région abrite cependant 10 % des terres agricoles à l'échelle mondiale et présente la disponibilité en terres arables par habitant la plus importante de toutes les régions présentées dans les *Perspectives*. Cela lui permet de jouer un rôle déterminant dans l'agriculture mondiale en assurant 10 % de la production totale et en représentant 12 % des échanges mondiaux. Si son excédent commercial agricole arrive en troisième position du classement mondial derrière ceux de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud et du Sud-Est, il a cependant diminué de moitié ces dix dernières années et son recul devrait se poursuivre au cours de la période de projection en raison du ralentissement de la production.

Dans cette région, le secteur agricole se caractérise par une forte intensité capitalistique et un niveau de production très élevé. Les grandes exploitations agricoles à vocation commerciale ayant recours à une technologie de pointe et à des systèmes de production très exigeants en intrants affichent des rendements impressionnants. Les taux d'épandage par hectare de terre cultivée sont élevés, bien qu'ils aient fortement diminué en 2022 en raison de la flambée du coût des engrais qui a réduit les marges des producteurs. La tendance s'est inversée en 2023 grâce à un retour à la normale des prix, mais les taux d'épandage sont cependant restés inférieurs aux niveaux enregistrés dans la décennie précédant 2022 du fait d'investissements visant à réaliser des gains d'efficacité. Si les taux d'épandage devaient augmenter régulièrement au cours des dix années à venir, ils devraient à peine dépasser leur niveau de 2021 d'ici à 2033, et les gains d'efficacité sont tels que l'utilisation d'engrais par calorie produite devraient encore diminuer.

Les États-Unis et le Canada affichent tous deux un niveau de développement élevé grâce à leur économie diversifiée et parvenue à maturité, où le secteur de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la production halieutique et aquacole représente moins de 2 % du PIB total. Le revenu par habitant, 57 300 USD en dollars constants de 2010, est le plus élevé de toutes les régions présentées dans ce chapitre et devrait augmenter de 15 % d'ici à 2033. Plus de 80 % de la population vit déjà en milieu urbain, et cette situation devrait peu évoluer d'ici à 2033. La consommation alimentaire par habitant au sein de cette base de consommateurs à revenu élevé, principalement urbaine, est la plus élevée de toutes les régions. La part du revenu total destinée à l'alimentation est quant à elle la plus faible. Cela porte à croire que l'évolution de la demande alimentaire est plus susceptible d'être influencée par les préférences des consommateurs que par une augmentation des revenus. La région consomme une proportion importante de produits d'origine animale, lesquels représentent près de 30 % de l'apport total en calories et 69 % de l'apport protéique total, contre des moyennes mondiales de respectivement 19 % et 43 %. Les régimes alimentaires sont également riches en édulcorants et notamment en huiles végétales, dont les apports en calories s'élèvent à près du double de la moyenne mondiale. La composition des régimes alimentaires et les modes de vie couramment observés dans la région sont à l'origine d'une prévalence accrue de cas d'obésité et des maladies chroniques d'origine alimentaire comme le diabète, même si la pandémie de COVID-19 a contribué à promouvoir des habitudes alimentaires plus saines. Cela pourrait avoir des répercussions durables sur les préférences des consommateurs, et l'apport total en calories, de même que la proportion d'édulcorants et d'huiles végétales, devraient diminuer d'ici à 2033.

Parallèlement au niveau de développement économique de la région et à ses niveaux déjà élevés d'apport en calories, l'utilisation de produits agricoles à des fins non alimentaires, comme les biocarburants et l'alimentation animale, a progressé plus rapidement que la demande alimentaire ces dix dernières années (Graphique 1). En outre, le comportement alimentaire de sa base de consommateurs bien établie est

moins sensible aux fluctuations du pouvoir d'achat que dans les régions à plus faible revenu, et l'apport total en calories est resté relativement stable au cours des cinq dernières années, en dépit des perturbations telles que la pandémie de COVID-19, la crise énergétique et la crise du coût de la vie. Ces événements ont cependant profondément influencé la composition et la répartition des ventes de produits alimentaires. Les dépenses de restauration hors domicile ont baissé, tandis que les ventes des commerces de détail ont augmenté, entraînant des changements notables dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin de s'adapter aux évolutions des exigences relatives aux types d'aliments ainsi qu'aux formats de conditionnement. Selon Weersink et al. (2021^[8]), s'il a fallu du temps pour s'adapter à ces évolutions, les ajustements opérés dans la chaîne d'approvisionnement ont amélioré sa résilience face à d'éventuels chocs futurs.

Malgré des revenus et un apport alimentaire moyens élevés, les populations relevant des échelons de revenus inférieurs de la région n'échappent pas aux problèmes de sécurité alimentaire. Même avant la pandémie de COVID-19, on estimait que 10 à 13 % de la population de la région était confrontée à l'insécurité alimentaire (Tarasuk and Mitchell, 2020^[9]). Bien que les mesures d'aide au revenu aient atténué ce phénomène, la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée à grave a augmenté pour la première fois en 2020 ; le relèvement a cependant été rapide malgré la forte inflation des produits alimentaires qui a dépassé les 10 % en 2022, alors qu'elle était pratiquement inexistante pendant les cinq années qui ont précédé 2020. Les dépenses importantes consacrées aux politiques établies de longue date en vue de réduire le fardeau du coût de l'alimentation pour les populations pauvres, ainsi que la loi sur la réduction de l'inflation qui soutient les programmes de réduction des coûts de l'énergie, entre autres, ont contribué à ce relèvement.

La croissance économique, qui s'est rapidement redressée après la récession due à la pandémie en 2020, a été de courte durée : la guerre de la Russie contre l'Ukraine et son corollaire, la crise énergétique, ont entraîné un cycle inflationniste qui, à son tour, a conduit à un resserrement des politiques monétaires. En conséquence, la croissance du PIB par habitant a été inférieure à 2% depuis 2022 et devrait atteindre son niveau le plus bas, 0,9 %, en 2024. Le maintien d'une croissance positive en dépit des perturbations mondiales tient en grande partie à la vigueur et la résilience du marché du travail. Si les coûts de main-d'œuvre élevés et l'offre de travail réduite contribuent à l'inflation, la progression des salaires a été plus rapide, et compte tenu du ralentissement actuel de l'inflation, la croissance du PIB par habitant à moyen terme devrait atteindre une moyenne de 1,3 % par an à l'horizon 2033.

Le secteur de l'agriculture en Amérique du Nord est parvenu à maturité. Il est productif, résilient et contribue de manière significative à la production et aux exportations mondiales de plusieurs produits. Sa capacité à accroître sa production s'est avérée essentielle pour modérer les prix des matières premières malgré la guerre de la Russie contre l'Ukraine, qui a réduit la production et les exportations en provenance de la région de la mer Noire. Néanmoins, ce secteur rencontre également des difficultés. Les données probantes indiquent que sa productivité, historiquement impressionnante, a marqué le pas ces dix dernières années (Fuglie, 2018^[10]), que les prix des produits agricoles ont diminué plus rapidement que les coûts des principaux intrants et que, face à la hausse inexorable des coûts environnementaux, sa compétitivité risque d'être compromise à l'avenir. En raison du changement climatique, la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes augmentent, comme l'illustrent les sécheresses généralisées et leur impact sur les effectifs de bétail et la production végétale, ou encore les incendies de forêt, les tempêtes et les tornades, qui peuvent fortement endommager les infrastructures de production. Portées par la reconnaissance accrue de tels risques, les politiques visent de plus en plus non seulement à réduire les émissions de carbone, mais également à promouvoir une meilleure résilience des producteurs face à la gestion des risques liés au climat, à l'aune du Partenariat canadien pour une agriculture durable.

Production

La production végétale axée sur la productivité est synonyme de croissance

L'augmentation de la production agricole, halieutique et aquacole en Amérique du Nord devrait se poursuivre, mais la progression attendue de 12 % d'ici à 2033 laisse présager un rythme moins soutenu que par le passé. Ce ralentissement reflète une anticipation de la poursuite de la modération de la plupart des prix et d'un retour à une tendance à la baisse en valeur réelle. Compte tenu de la force relative du dollar des États-Unis, d'autres régions, telles que l'Amérique latine, sont susceptibles de gagner en compétitivité. L'élevage représente une part relativement élevée de la valeur agricole totale à l'échelle mondiale, mais la croissance de la production végétale attendue au cours des dix années à venir est plus importante. Ce renversement de la tendance qui s'est dessinée au cours de la dernière décennie est dû au prix élevé des aliments pour animaux pendant la période de référence, lequel a entraîné un recul de la production animale ; cette dernière devrait progresser à compter de 2025. Par conséquent, d'ici à 2033, la part de l'élevage dans la production totale devrait légèrement diminuer pour s'établir à 45 %, celle de la production halieutique et aquacole devrait se maintenir à 5 %, et celle de la production végétale devrait atteindre les 50 %.

La superficie agricole s'est stabilisée au cours des dix dernières années, et demeure consacrée à la production végétale à hauteur de 37 %. Si la superficie exploitée devrait peu évoluer d'ici à 2033, la réaffectation d'un peu plus de 3 Mha de parcelles de terres cultivées au pacage est en cours, principalement aux États-Unis. Malgré la diminution des terres cultivées, on s'attend à une hausse de 15 % de la valeur totale de la production végétale. Les États-Unis, où la valeur de la production végétale par hectare devrait s'accroître de 16 % en dix ans, concentreront près de trois quarts de cette progression. Le Canada enregistrera une hausse encore plus importante (29 %) ; sa production végétale est cependant nettement inférieure à celle de son voisin et devrait représenter 16 % de la production végétale de la région d'ici à 2033.

L'augmentation de la valeur de la production végétale témoigne de l'intensification de l'activité associée à la hausse des rendements et des changements intervenus dans le panachage des cultures. La diminution des superficies récoltées (2.3 Mha) est inférieure à celle des surfaces exploitées, ce qui témoigne d'un recours accru à la pratique de la double culture. Les superficies consacrées à la culture du maïs, du blé, du coton, des légumineuses et du colza, figurant parmi les principales cultures de la région, devraient augmenter au détriment des surfaces affectées au soja et à l'orge. Les superficies consacrées à la culture du coton et des légumineuses enregistrent l'augmentation la plus rapide mais, d'ici à 2033, les terres destinées à la culture du maïs, du blé et du soja, qui sont déjà plus étendues, représenteront près de 60 % de la superficie cultivée totale. La hausse des rendements annuels devrait se maintenir pour l'ensemble des cultures, allant de 0.5 % pour le maïs, à 0.8 % pour le blé et à 1.3 % pour le coton. Par ailleurs, l'éventail des taux de croissance reflète les différences observées pendant la période de référence. Le rendement moyen du maïs atteignait près de 11 tonnes par hectare entre 2021 et 2023, un chiffre supérieur de 85 % à la moyenne mondiale. À l'inverse, les rendements de blé et d'orge ont enregistré un fléchissement brutal en 2021 et en 2023 en raison des mauvaises conditions météorologiques, en particulier au Canada ; ils devraient donc s'améliorer au cours de la période de projection. La hausse des rendements témoigne de l'évolution soutenue des technologies de production qui, associées à des pratiques de gestion plus efficaces, pourraient également renforcer la résilience face aux chocs climatiques.

Les systèmes de production de viande en Amérique du Nord sont extrêmement intensifs, ce qui permet à la région de fournir 13 % de la valeur mondiale de production animale alors qu'elle ne possède que 10 % des animaux d'élevage. En ce qui concerne son cheptel de ruminants, ce pourcentage n'est que de 3 %. En raison du caractère intensif des systèmes de production, l'alimentation animale représente un facteur de coût majeur, et l'envolée de ses prix ces trois dernières années a mis la rentabilité à rude épreuve.

Cette envolée s'est ajoutée aux répercussions néfastes du confinement lié à la pandémie, à savoir le manque de capacités et de main-d'œuvre dans les abattoirs et les installations de transformation, à l'origine d'une réduction du prix de la viande. La persistance des coûts élevés en matière de main-d'œuvre et d'énergie a également fait grimper les coûts au-delà des exploitations agricoles. De ce fait, la production de viande de porc a baissé en 2021 et en 2022 tandis que la croissance de la production de volaille a connu un ralentissement. Compte tenu de son cycle de production plus long, la production de viande de bœuf n'a diminué qu'en 2023, mais cette tendance à la baisse devrait durer jusqu'en 2025. Quant aux secteurs de la viande de porc et de volaille, ils devraient légèrement progresser à compter de 2024. La viande de volaille, forte de son cycle de production rapide, aurait pu afficher de meilleurs résultats en 2023 si elle n'avait pas subi les répercussions de la vaste flambée de grippe aviaire hautement pathogène. À moyen terme, la production totale de viande de la région ne devrait s'accroître que de 7 %, les États-Unis y contribuant à hauteur de plus de 90 %. Après un bref recul, la production de viande bovine affiche le taux de croissance le plus rapide et devrait s'accroître en moyenne de 1.4 % par an pendant la période de projection, tandis que la production annuelle de volaille et de viande de porc devrait augmenter respectivement de 0.8 % et de 0.4 %. Dans tous les sous-secteurs de l'élevage, la hausse de la production est plus importante que l'extension des cheptels, signe des répercussions des gains de productivité.

La production laitière devrait connaître une augmentation supérieure à celle de la production de viande et, d'ici à 2033, elle pourrait croître de 13 % par rapport à la période de référence 2021-23. Les États-Unis devraient y contribuer à hauteur de près de 85 %. Ces gains sont essentiellement dus à l'augmentation des rendements laitiers, qui sont déjà plus élevés dans la région Amérique du Nord que partout ailleurs. Les effectifs du cheptel bovin devraient augmenter de 1.5 % seulement aux États-Unis, tandis que le cheptel laitier canadien pourrait diminuer de près de 1 %. D'ici à 2033, les rendements laitiers des États-Unis et du Canada devraient respectivement augmenter de 10 % et 21 %. Les rendements au Canada seront ainsi cinq fois supérieurs à la moyenne mondiale. Compte tenu des préférences des consommateurs, une part croissante de la production totale de lait devrait être transformée en produits comme le fromage, le beurre et les poudres de lait, tandis qu'une moindre part sera consacrée au lait liquide.

Le secteur halieutique et aquacole en Amérique du Nord est nettement moins important que ceux de la culture et de l'élevage, et repose principalement sur la pêche proprement dite. D'ici à 2033, la pêche devrait progresser de 5 % par rapport à la période de référence 2021-23. Ce taux est similaire à celui de l'aquaculture, mais cette dernière, avec seulement 11 % de la production totale, part d'un niveau nettement plus faible. Au cours des dix années à venir, la production subira les lourdes répercussions des réglementations environnementales. Actuellement, 84 % de la production totale provient des États-Unis, mais au vu du rythme légèrement plus soutenu de la croissance au Canada, d'ici à 2033, ce dernier devrait assurer 17 % de la production halieutique et aquacole de la région.

L'Amérique du Nord est responsable de 7 % des émissions mondiales de GES directement liées à l'agriculture, soit un chiffre inférieur à sa part dans la production mondiale. Les émissions totales imputables à l'agriculture devraient augmenter de 4 % au cours des dix années à venir, ce qui représente une forte baisse par rapport à la dernière décennie. Les mesures politiques, telles que la tarification du carbone au Canada, devraient contribuer au ralentissement. Les émissions totales par unité de valeur de production devraient continuer à diminuer. La filière de la production végétale sera principalement responsable de la progression des émissions : sa part croîtra de 9.6 % d'ici à 2033 par rapport à la période de référence 2021-23, contre 2 % dans le cas de l'élevage. Les *Perspectives* de cette année présentent un scénario qui simule l'impact d'une réduction de moitié des pertes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement et du gaspillage alimentaire au niveau de la vente au détail et des consommateurs d'ici 2030 (ODD 12.3.). Le scénario projette pour la région une réduction des émissions régionales d'origine agricole de 3.5 % par rapport au niveau de référence, et, parallèlement, un accroissement de l'apport

calorique. Cela signifie que, d'ici à 2030, les émissions de GES d'origine agricole pourraient n'augmenter que de 0.2 % par rapport à leur niveau moyen de la période de référence 2021-23.

Consommation

L'évolution des préférences des consommateurs déterminera les projections relatives à la demande

Les économies avancées des États-Unis et du Canada disposent de bases de consommateurs bien établies et prospères qui ne consacrent en moyenne que 6 % du budget de leur ménage à l'alimentation. Cela signifie que les fluctuations des prix alimentaires, dont l'inflation alimentaire à deux chiffres enregistrée en 2022 et la modération continue des prix alimentaires au cours de la période de projection, influent moins sur le profil de la demande alimentaire que dans bon nombre d'autres régions. Du fait du poids relativement faible des considérations économiques, les projections relatives à la demande à moyen terme sont vouées à refléter l'influence déterminante des préférences de ces consommateurs. L'évolution anticipée de ces préférences est souvent liée à l'importance accrue accordée aux pratiques alimentaires saines, une tendance amplifiée par la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à la durabilité environnementale, en particulier chez les jeunes. Cette transition devrait avoir des répercussions non seulement sur la quantité absolue de calories consommées mais également sur leur composition.

La quantité totale de calories disponibles pour la consommation humaine, qui inclut des volumes importants de déchets ménagers, est la plus élevée au monde. D'ici à 2033, elle devrait baisser de près de 62 kcal par personne et par jour, pour atteindre 3 750 kcal par personne et par jour. Après correction des estimations actuelles des volumes de déchets ménagers, l'apport calorique devrait baisser à 3 385 kcal par personne et par jour, soit un chiffre encore supérieur de 28 % à la moyenne mondiale. Cela représente une diminution notable par rapport à la période de référence 2021-23, où l'apport calorique total en Amérique du Nord dépassait de 27 % la moyenne mondiale. La baisse de l'apport calorique provient des États-Unis ; au Canada, la disponibilité en calories devrait s'accroître. Néanmoins, la disponibilité totale en calories devrait continuer d'y être inférieure à celle des États-Unis d'ici à 2033. En ce qui concerne la composition des régimes alimentaires, l'importance accrue accordée à la santé pourrait amener les consommateurs à se tourner davantage vers les produits frais, la consommation de fruits et de légumes par habitant devant augmenter respectivement de 15 % et de 4 % d'ici à 2033. Si la consommation de légumineuses, considérées comme des alternatives saines, pourrait augmenter de 28 %, son niveau de référence est faible et, d'ici à 2033, son niveau en valeur absolue ne devrait atteindre encore que 50 % de la moyenne mondiale. À l'inverse, la consommation par habitant de certains produits, tels que les huiles végétales (- 9.5 %), les édulcorants (- 1.5 %) et les céréales (- 1.1 %), devrait baisser d'ici à 2033. Malgré ce recul, la consommation d'huile végétale et d'édulcorants par habitant continuera de se situer au-dessus des moyennes mondiales, les dépassant respectivement de 130 % et de 38 %.

En Amérique du Nord, l'apport protéique devrait croître d'à peine 1.5 %, ce qui équivaut à 1.9 g par personne et par jour, d'ici à 2033, pour atteindre 123 g par personne et par jour, soit un chiffre encore supérieur de plus de 40 % à la moyenne mondiale. Cela tient principalement aux sources de protéines d'origine animale prédominant, dans la mesure où sources d'origine végétale demeurent relativement stables, la baisse de la consommation de céréales compensant une hausse de 15 % des protéines provenant des légumineuses. La consommation de viande par habitant devrait également peu évoluer, avec une hausse d'à peine 0.9 % sur dix ans. L'augmentation de la consommation de volaille et de viande de porc, associée à la réduction de la consommation de viande bovine et ovine, se traduit par une augmentation de 1.5 % de la disponibilité en protéines provenant de produits carnés. L'augmentation de 1.8 % des protéines provenant de produits laitiers reflète l'augmentation de la consommation par habitant de produits laitiers (en extrait sec), étant donné que la hausse de la consommation de fromage et de beurre, de près de 11 % et de 9 % respectivement, compense largement la baisse de la consommation de lait en poudre. La consommation par habitant de produits halieutiques et aquacoles devrait elle aussi

augmenter pour atteindre 10 kg par habitant en 2033, soit une hausse de seulement 3.5 % par rapport à la période 2021-23.

Compte tenu de l'intensité de la production animale dans la région, l'utilisation d'aliments pour animaux est déjà importante. La région représente 15 % de la consommation mondiale d'aliments pour animaux et les calories destinées à l'alimentation animale sont déjà supérieures à celles destinées à l'alimentation humaine (Graphique 1). La hausse de la production de viande repose à 85 % sur la production de porc et de volaille, et l'utilisation d'aliments pour animaux devrait s'accroître davantage pour atteindre 7 % de plus que pendant la période de référence d'ici à 2033. Le maïs et le tourteau protéique sont déjà les principaux ingrédients des aliments pour animaux et leur part dans la composition totale des rations devrait augmenter étant donné qu'ils représentent 85 % de la consommation supplémentaire d'aliments pour animaux. D'ici à 2033, la part du maïs dans l'utilisation totale des aliments pour animaux pourrait atteindre 53 %, et celle du tourteau protéique 17 %.

L'Amérique du Nord est un acteur important de l'utilisation industrielle de produits agricoles à l'échelle de la planète ; avec 38 % de la production mondiale, les États-Unis sont les leaders incontestés des biocarburants. La production de biocarburants constitue aussi un débouché de taille pour les céréales fourragères, et représente plus de calories que l'alimentation humaine au cours de la période de référence (Graphique 1). La consommation de biocarburants aux États-Unis est régie par la norme sur les carburants renouvelables (en anglais, Renewable Fuel Standard). À l'heure actuelle, l'éthanol produit à partir de maïs représente 82 % des biocarburants utilisés dans la région, mais la hausse de 16 % au cours de la décennie à venir est principalement portée par le biodiesel, en raison du rehaussement des objectifs en matière de carburants renouvelables et des crédits d'impôt pour le diesel à base de biomasse. Outre les efforts constants visant à accroître la durabilité, la crise énergétique récente ainsi que l'adoption de la loi sur la réduction de l'inflation ont contribué à l'utilisation accrue des biocarburants. Les marchés de l'éthanol subissent cependant les effets du manque d'infrastructure et de technologie, lequel entrave l'extension à grande échelle des mélanges E15 et entraîne la prédominance des mélanges E10. Outre la consommation intérieure, les États-Unis exportent un volume important d'éthanol vers le Canada, où le Règlement sur les combustibles propres et la tarification du carbone devraient entraîner une hausse notable de la consommation de biocarburants, du fait principalement de taux de mélange plus élevés.

Échanges

Baisse de l'excédent commercial

Ces dix dernières années, l'excédent commercial des principaux produits agroalimentaires de l'Amérique du Nord a diminué de moitié et devrait atteindre un niveau proche de zéro d'ici à 2033. On prévoit une hausse de 19 % de la valeur des importations contre à peine 13 % pour les exportations d'ici à 2033 par rapport à la période de référence 2021-23. Cette hausse des importations est particulièrement forte aux États-Unis, à raison de 22 % sur dix ans, contre seulement 10 % pour les exportations, soit plus du double. La situation est à l'opposé au Canada, où, par rapport à la période de référence, en 2033, la hausse des exportations (20 %) sera plus de deux fois supérieure à celle des importations (9 %). Compte tenu de l'ampleur relative des échanges commerciaux des deux pays, la tendance régionale devrait s'aligner sur celle des États-Unis.

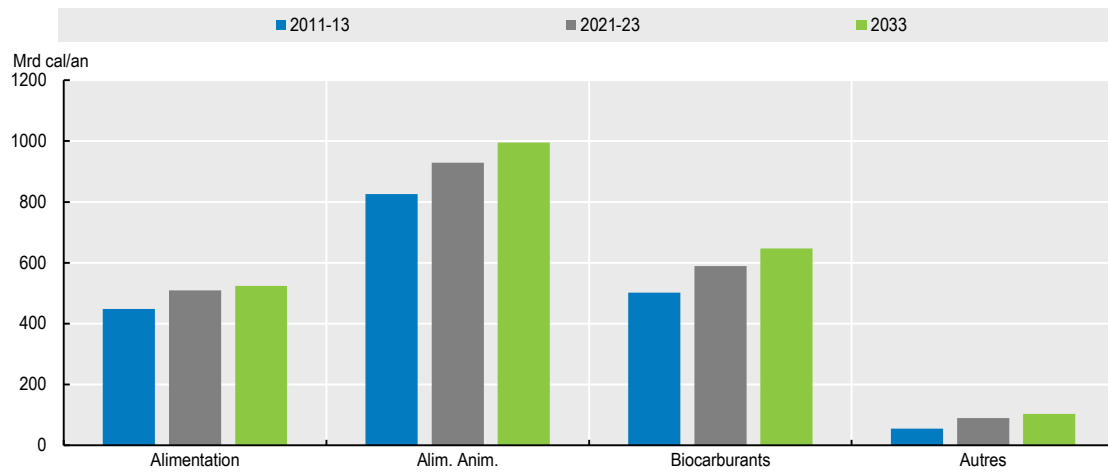
Parmi les facteurs qui ont contribué à la décélération de la croissance des exportations américaines figure le ralentissement de la demande mondiale, notamment en Chine. Ce pays, longtemps principal importateur de produits américains, a été devancé par le Canada en 2023, le Mexique se classant en troisième position. Cette situation reflète l'influence de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (ACEUM). Face à la concurrence accrue de l'Amérique latine et à la prévision d'un fort recul de la demande chinoise en raison de la conjonction de l'affaiblissement de la croissance économique et du déclin démographique, le développement des échanges avec le Canada et le Mexique pourrait constituer une planche de salut. La

composition des exportations américaines est amenée à évoluer puisque le soja représente près de la moitié des importations agricoles chinoises, tandis que la gamme de produits importés par le Canada et le Mexique est plus variée. Les exportations de soja devraient donc reculer de 4 % au cours des dix années à venir et, d'ici à 2033, leur part dans les exportations agricoles totales des États-Unis pourrait baisser.

Si la part de l'Amérique du Nord dans les exportations mondiales de soja devrait diminuer, passant de 34 % pendant la période de référence à 31 % d'ici à 2033, la région renforcera sa position dominante dans les échanges mondiaux de certains produits, dont le blé, le maïs, le tourteau protéique, la viande de porc, le lait en poudre et l'éthanol. En ce qui concerne les céréales comme le blé et le maïs, cette situation est en partie due aux répercussions de la guerre de la Russie contre l'Ukraine qui a entraîné une diminution des exportations en provenance de la région de la mer Noire, mais la capacité des États-Unis à accroître les exportations a contribué de manière déterminante à la modération des prix. Du fait de cette prédominance accrue, la demande d'importations de ses produits, provenant notamment de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient, risque de subir à court terme les effets du conflit en mer Rouge qui entraîne des retards de livraison et l'augmentation des tarifs d'expédition. L'ampleur des répercussions dépendra en grande partie de la durée des perturbations mais, depuis la pandémie de COVID-19, la hausse des coûts du transport maritime à grande échelle due à la pénurie de conteneurs a entraîné la réduction du volume des échanges commerciaux mondiaux, y compris ceux provenant d'Amérique du Nord. Aux répercussions des troubles en mer Rouge et en mer Noire s'ajoute la baisse du trafic dans le canal de Panama en raison d'une sécheresse persistante. Si les retards se poursuivent, les délais de livraison risquent de s'allonger, entraînant la hausse des taux de fret sur les routes maritimes reliant la côte Est des États-Unis et l'Asie. Au cours du premier trimestre de 2024, le fret ferroviaire a augmenté aux États-Unis, assurant une part plus grande des échanges avec l'Asie lorsque le canal de Suez n'était plus une option envisageable face aux délais liés au canal de Panama.

Malgré son excédent commercial et son rôle de premier plan dans les exportations mondiales, l'Amérique du Nord est également, et de plus en plus, un importateur majeur de plusieurs produits. Les importations, entre autres, de produits frais, de produits halieutiques et aquacoles et d'huile végétale devraient augmenter respectivement de 27 %, de 9 % et de 11 %. Si les volumes des importations de viande devaient diminuer en raison de la baisse de la consommation, ils restent importants et, d'ici à 2033, la région Amérique du Nord devrait encore représenter 15 % des importations mondiales de viande bovine. Sa part dans les importations mondiales de produits halieutiques et aquacoles devrait augmenter, s'établissant à 16 %.

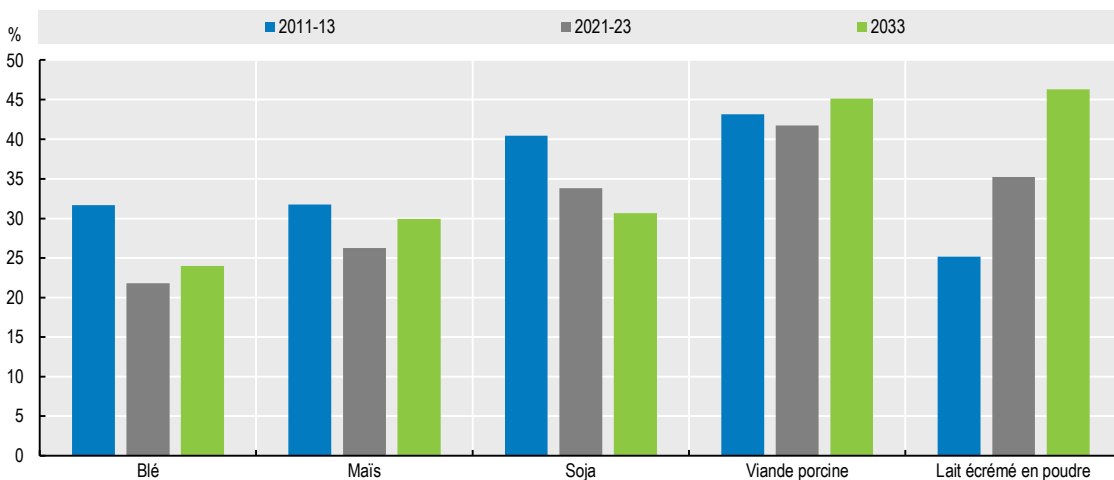
Graphique 1. Calories utilisées pour l'alimentation humaine, animale et autres en Amérique du Nord



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant de la base de données de FAOSTAT relative aux bilans alimentaires et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation.

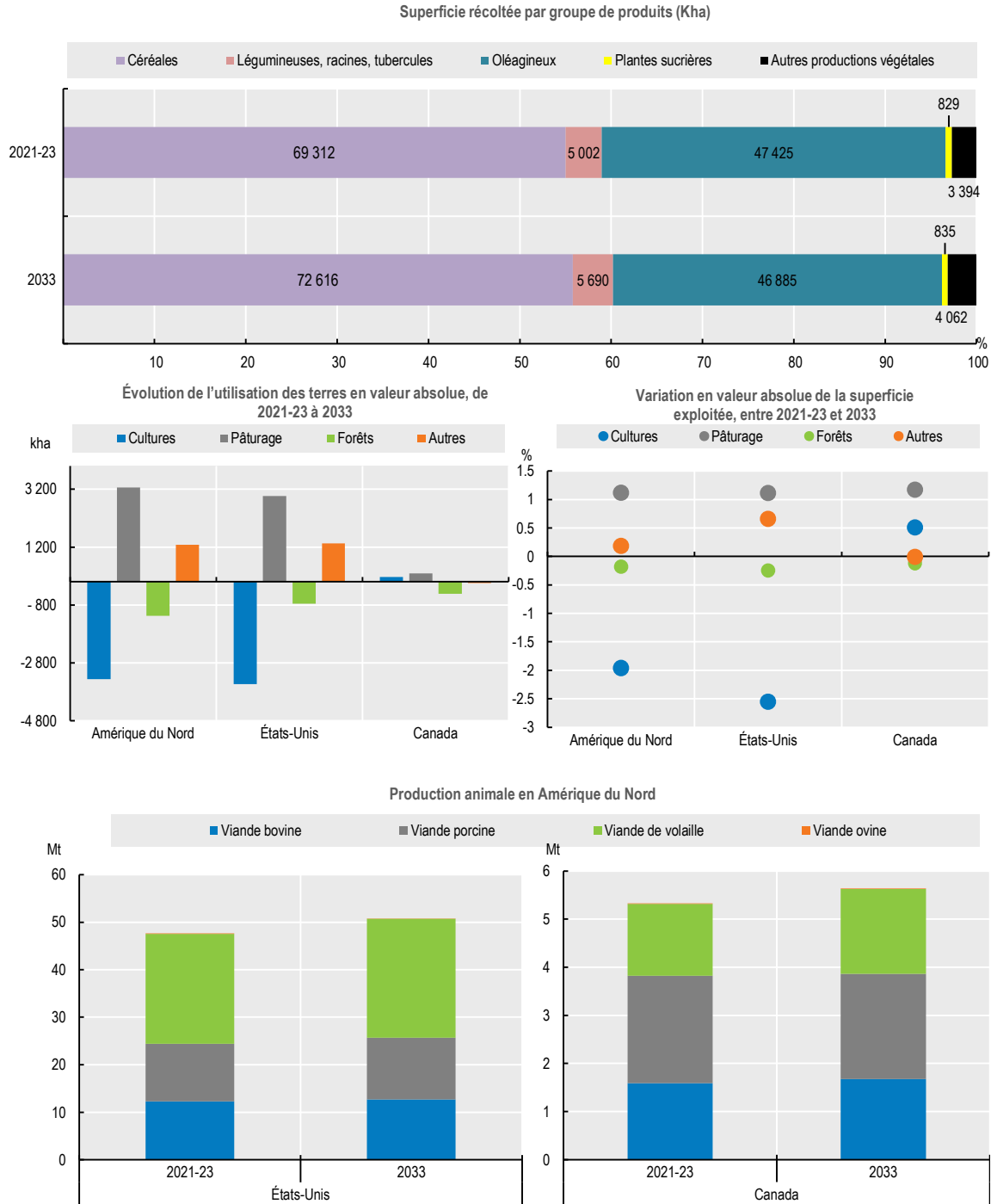
Source : FAO (2024). FAOSTAT, Bilans alimentaires (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/FBS> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Graphique 0. Tendances des parts des marchés d'exportation de certains produits en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

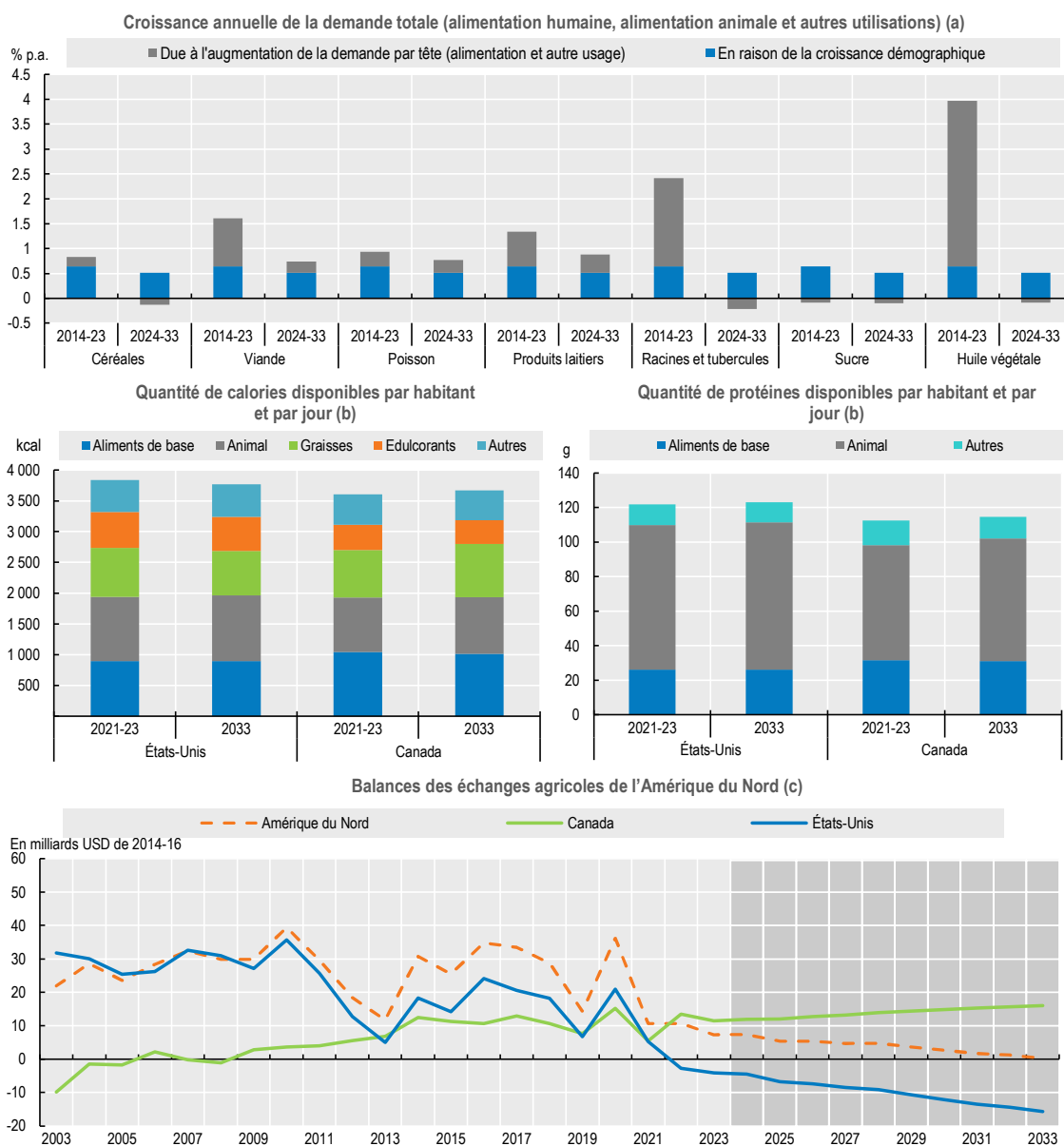
Graphique 3. Changement d'affectation des terres et production animale en Amérique du Nord



Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/m17ra8>

Graphique 4. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles en Amérique du Nord



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; aliments d'origine animale : œufs, produits halieutiques et aquacoles, viande et produits laitiers hors beurre ; aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines et tubercules. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2024). FAOSTAT, Valeur de la production agricole (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/8jbgp9>

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Amérique du Nord

	Moyenne		2033	%	Croissance ²	
	2011-13	2021-23 (base)			2014-23	2024-33
Hypothèses macroéconomiques						
Population (000)	351 327	376 892	398 917	5.84	0.65	0.51
PIB par habitant ¹ (kUSD)	49.32	57.30	65.73	14.72	1.44	1.26
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	252.0	289.7	323.1	11.54	0.85	0.98
Valeur nette de la production végétale ³	121.0	140.8	162.2	15.20	-0.01	0.80
Valeur nette de la production animale ³	112.6	132.9	143.8	8.23	2.22	1.27
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	18.4	16.0	17.1	6.89	-1.71	0.24
Quantité produite (kt)						
Céréales	444 544	496 382	559 410	12.70	0.01	0.62
Légumineuses	7 790	7 311	10 247	40.17	-2.63	2.99
Racines et tubercules	5 272	6 051	6 308	4.25	1.44	0.27
Oléagineux ⁴	110 446	144 850	153 361	5.88	0.40	0.70
Viande	45 812	52 949	56 424	6.56	1.80	0.82
Produits laitiers ⁵	12 350	14 547	16 405	12.77	1.59	1.16
Produits halieutiques et aquacoles	6 543	5 650	5 955	5.39	-1.82	0.24
Sucre	7 202	7 871	8 595	9.21	0.65	0.70
Huile végétale	14 257	18 754	21 097	12.49	2.22	0.84
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	4 615	11 947	20 846	74.49	10.21	2.38
Éthanol	54 476	61 636	64 941	5.36	0.35	0.33
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	461 686	463 475	463 370	-0.02	0.02	0.00
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	170 827	171 800	168 435	-1.96	-0.04	-0.18
Superficie totale des pâturages ⁷	290 859	291 676	294 935	1.12	0.06	0.10
Émissions de GES (Mt éq. CO2)						
Total	427	431	449	4.33	0.14	0.43
Imputables à la production végétale	127	124	136	9.63	-0.21	0.33
Imputables à la production animale	285	289	294	1.98	0.25	0.48
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	3 698	3 815	3 753	-1.63	0.60	-0.18
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	114.8	120.7	122.6	1.5	0.8	0.2
Consommation alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	125.5	124.8	124.8	0.01	0.19	-0.02
Viande	72.3	78.6	79.2	0.76	0.57	0.22
Produits laitiers ⁵	31.2	33.7	34.9	3.52	0.68	0.39
Produits halieutiques et aquacoles	21.4	22.8	23.9	4.93	0.60	0.15
Sucre	30.3	30.2	29.7	-1.52	-0.11	-0.10
Huile végétale	33.9	40.2	36.4	-9.49	0.72	-0.72
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	20	10	0	-97.39		
Valeur des exportations ³	144	172	194	12.60	0.19	1.12
Valeur des importations ³	124	163	194	19.05	2.21	1.51
Taux d'autosuffisance alimentaire (calories) ¹⁰	128.6	127.6	130.1	1.99	-0.59	0.26

Notes : 1. en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir glossaire). 3. Valeurs calculées selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. En équivalent extrait sec. 6. La superficie tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Terres disponibles pour le pacage. 8. Quantité d'aliments disponibles, et non la quantité absorbée. 9. Céréales, oléagineux, légumineuses, racines et tubercules. 10. Production / (production + importations - exportations)*100.

Sources : FAO (2024). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.